

JEAN-NOËL SERVANS

**EXPERT COMPTABLE
MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES
DE PARIS-ILE-DE-FRANCE**

**COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS**

MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGREEE

92, avenue de Wagram
75017 PARIS

Tel. 01 80 27 99 19
Fax. 01 80 27 98 02

ECOLE ALSACIENNE

Association Loi de 1901

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024**

JEAN-NOËL SERVANS

EXPERT COMPTABLE
MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES
DE PARIS-ILE-DE-FRANCE

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGREEE

92, avenue de Wagram
75017 PARIS

Tel. 01 80 27 99 19
Fax. 01 80 27 98 02

ECOLE ALSACIENNE

Association Loi de 1901
109, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024

Aux adhérents,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ECOLE ALSACIENNE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

La note C « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes individuels du 31 août 2024 indique que les immobilisations corporelles (terrains et constructions) ont fait l'objet d'une réévaluation libre au cours de l'exercice 1990 / 91 qui a abouti à porter la valeur brute des terrains à 39 755 K€. Dans le cadre de notre appréciation des estimations comptables importantes retenues dans le cadre de l'arrêté des comptes, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations retenues pour la détermination de la valeur d'inventaire de ces actifs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas

fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 30 janvier 2025

Le commissaire aux comptes

Signé par Jean-Noël Servans
Le 30/01/25

ID: tx_kEJKweWW1vOe



Jean-Noël SERVANS

ACTIF	Bilan au 31/08/2024			Bilan au 31/08/2023
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels	23 230	22 860	370	753
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	39 754 892	0	39 754 892	39 754 892
Constructions	37 067 083	19 553 298	17 513 785	16 723 426
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 166 224	2 328 162	838 062	838 868
Immobilisations corporelles en cours	697 845	0	697 845	1 480 715
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	2 932 501		2 932 501	2 930 790
Prêts	0		0	1 586
Autres				
Total I	83 641 777	21 904 321	61 737 456	61 731 030
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	82 111	14 272	67 839	2 401
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	550 683		550 683	284 250
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie	10 153 040		10 153 040	9 969 622
Disponibilités	3 510 731		3 510 731	3 744 839
Charges constatées d'avance	310 510		310 510	226 891
Total II	14 607 076	14 272	14 592 803	14 228 003
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	98 248 852	21 918 593	76 330 259	75 959 032

PASSIF	Bilan au 31/08/2024	Bilan au 31/08/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	261 006	261 006
Fonds propres complémentaires	10 872 410	10 872 410
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	36 274 093	36 274 093
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	23 059 863	22 340 942
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	419 694	718 921
Situation nette (sous total)	70 887 066	70 467 372
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	260 444	273 373
Provisions réglementées		
Total I	71 147 510	70 740 745
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	645 585	1 041 171
Total II	645 585	1 041 171
PROVISIONS		
Provisions pour risques		0
Provisions pour charges	460 959	420 361
Total III	460 959	420 361
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 302 968	1 303 603
Emprunts et dettes financières diverses	177 100	177 501
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	497 922	437 360
Avances et acomptes reçus	195 379	0
Dettes fiscales et sociales	1 072 463	967 300
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	80 808	305 179
Autres dettes	306 574	443 971
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	442 992	121 841
Total IV	4 076 205	3 756 755
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	76 330 259	75 959 032

COMPTE DE RESULTAT	EXERCICE 2023/2024	EXERCICE 2022/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	4 280	6 600
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	9 529 467	9 267 110
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 040 443	2 027 667
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	365 966	337 648
Mécénats	15 900	127 210
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	144 966	155 858
Utilisations des fonds dédiés	395 586	45 834
Autres produits	139 473	109 075
Total I	12 636 081	12 077 001
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	4 503 499	4 372 955
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	645 379	601 989
Salaires et traitements	3 997 359	3 673 660
Charges sociales	1 813 438	1 667 467
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 171 476	1 114 679
Dotations aux provisions	53 134	65 171
Reports en fonds dédiés	0	98 215
Autres charges	18 636	18 452
Total II	12 202 921	11 612 588
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	433 159	464 413
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	248 200	265 334
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	248 200	265 334
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	17 729	21 841
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	17 729	21 841
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	230 470	243 493
3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	663 630	707 905
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	7	96
Sur opérations en capital	12 930	12 659
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	12 937	12 756
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	256 872	
Sur opérations en capital	0	1 740
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	256 872	1 740
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-243 935	11 016
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	12 897 217	12 355 090
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	12 477 523	11 636 169
EXCEDENT OU DEFICIT	419 694	718 921
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Dénomination : ÉCOLE ALSACIENNE
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 109 rue Notre-Dame-des-Champs,
PARIS 6^{ème}

ANNEXE

au Bilan
de l'exercice de douze mois
clos le

31 août 2024

TOTAL DU BILAN	<u>76 330 259 €</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>419 694 €</u>

La présente Annexe, établie en Euros, comporte 11 pages. Elle fait partie intégrante des comptes annuels établis par le Conseil d'Administration.

A – DESCRIPTIF DE L'ASSOCIATION

↳ L'objet social de l'Association École alsacienne est défini dans l'article 2 de ses statuts :

L'École alsacienne a pour but, dans la tradition de ses fondateurs, d'assurer le fonctionnement d'un établissement d'enseignement primaire, secondaire ou supérieur. Elle peut prendre, directement ou indirectement, toute initiative qu'implique sa mission telle qu'exprimée à l'alinéa précédent.

De manière plus particulière, elle organise et vend, sous sa responsabilité, les voyages, échanges, visites ou séjours (tels que classes de "nature" ou de "découverte") qu'impliquent les objectifs pédagogiques qu'elle poursuit.

↳ Les moyens humains dont dispose l'École alsacienne sont précisés dans l'article 5 de ses statuts :

L'enseignement est assuré par un corps professoral actuellement nommé par l'État, dans le cadre des contrats particuliers d'association passés le 25 juillet 1962 et de leurs avenants du 4 mai 1964, en application de la loi du 31 décembre 1959. Le personnel comprend également des salariés de l'Association : personnel d'administration, de service ou d'enseignement.

↳ Quant aux moyens matériels de l'École alsacienne, l'article 6 de ses statuts mentionne :

L'Association dispose de biens immeubles si à Paris dans le 6^{ème} arrondissement et destinés à l'enseignement, à l'administration et à l'habitation, ainsi que du matériel nécessaire au fonctionnement de l'École. Les moyens d'action consistent notamment en l'acquisition, la location ou la jouissance des locaux et du matériel nécessaires à son fonctionnement.

B - FAITS MARQUANTS

L'année 2023/2024 marque la commémoration des 150 ans de l'École alsacienne. Plusieurs événements ont été organisés tout au long de l'année scolaire, donnant l'occasion aux élèves, parents d'élèves, personnels et à tous les membres de la communauté de l'École de célébrer cet anniversaire.

Cette année 2023/2024 fut aussi l'occasion de révéler le nouveau logo de l'École alsacienne, lors de la cérémonie organisée au grand amphithéâtre de la Sorbonne.

Le coût des célébrations du cent-cinquantenaire, ainsi que celui des prestations liées à la création de ce nouveau logo sont comptabilisés dans les charges exceptionnelles, du fait de leur caractère unique et inhabituel. Cette présentation permet ainsi de distinguer clairement ces dépenses en les identifiant spécifiquement dans les comptes 2023/2024. Cela a aussi pour conséquence d'apprécier l'évolution des charges, et notamment des frais généraux sans l'impact des dépenses engagées pour les cérémonies de 150 ans de l'École et la création du nouveau logo.

Hormis les éléments exceptionnels des 150 ans, l'exploitation courante de l'établissement laisse apparaître un excédent de gestion voisin de ceux des années récentes (bien qu'en légère baisse) ; cet excédent de gestion sera affecté aux réserves de l'Ecole Alsacienne, pour lui permettre de faire face à d'éventuelles dépenses imprévues ainsi qu'aux travaux réguliers qui sont indispensables pour maintenir son capital immobilier.

C - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

✚ Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions des règlements comptables ANC N°2018-06 et ANC N°2014-03 pour les associations.

✚ Comme pour les années antérieures, les documents de synthèse ont été établis en retenant les hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'activité,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes,
- coûts historiques.

✚ La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments figurant au Bilan est celle des coûts historiques, à l'exception des immobilisations corporelles qui ont fait l'objet d'une réévaluation libre au cours de l'exercice 1990/1991 pour un montant de 36 274 093 €.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction des durées de vie généralement reconnues (cf § C/I Amortissements). Les dotations d'amortissements de ces immobilisations, constatées au cours de chaque exercice, sont inscrites au compte de résultat au niveau des dotations aux amortissements et aux dépréciations.

Les subventions d'investissements portant sur un bien amortissable sont reprises au compte de résultat selon le même rythme d'amortissement que le bien immobilisé. Cette reprise est inscrite au compte de résultat au niveau des produits exceptionnels.

Les immobilisations financières, les créances et les valeurs mobilières sont évaluées à leur valeur d'origine ou à leur prix d'acquisition.

Bien que figurant sous la rubrique « Titres immobilisés » conformément à la décision du Conseil d'Administration du 3 mai 1993, le fonds de réserve ainsi immobilisé, que l'association a l'intention de conserver durablement, (soit 1 760 112 € au 31 août 2024) est constitué d'un contrat de capitalisation dont les intérêts courus enregistrés au cours de l'exercice ont été classés en résultat financier pour + 70 597 €.

Une garantie financière sur engagement par signature de 30 k€ donnée à l'APST (Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme) en vue de garantir l'activité « agent de voyages » de l'École, est nantie par un compte de titres financiers au Crédit Mutuel.

✚ Comme chaque année, l'École comptabilise une provision pour impôt sur les sociétés sur les produits financiers issus des valeurs françaises (Obligations, Certificats de Dépôt Négociables, Dépôts à Terme) ou étrangères (actions Nestlé). Cette provision s'élève en 2023/2024 à 49 k€, soit 4 k€ au titre des intérêts reçus sur l'exercice et 26 k€ au titre des intérêts courus. S'y ajoute une provision d'impôt sur les sociétés au titre des revenus de locations perçus du 1/09/2023 au 31/08/2024 pour 19 k€.

Il est rappelé que l'École, en qualité d'organisme à but non lucratif, n'est soumise à aucun autre impôt commercial.

D - COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE FONCTIONNEMENT

I. ACTIF IMMOBILISE ET AMORTISSEMENTS

Les mouvements ayant affecté les valeurs d'actifs et les amortissements en 2023/2024 se résument comme suit :

	Début d'exercice	Acquisition s	Diminution s	Virement compte à compte	Fin d'exercice
<u>Immobilisations incorporelles :</u>					
Autres immobilisations incorporelles	38 996		15 766		23 230
TOTAL (I)	38 996	0	15 766		23 230
<u>Immobilisations corporelles :</u>					
Terrains	39 754 892				39 754 892
Constructions	35 406 208	1 660 876			37 067 084
Mobilier et matériel didactique, demi-pension, outillage	2 544 584	286 289			2 830 873
Mobilier et matériel de bureau et divers matériel	321 870	13 481			335 351
Immobilisations corporelles en cours	1 480 714	391 195		1 174 065	697 844
TOTAL (II)	79 508 268	2 351 842	0	1 174 065	80 686 045
<u>Immobilisations financières :</u>					
Titres immobilisés	2 915 775	1 711			2 917 486
Titres participatifs	15 015				15 015
Prêts	1 586		1 586		0
Autres immobilisations financières	0				0
TOTAL (III)	2 932 376	1 711	1 586		2 932 501
TOTAL GENERAL	82 479 640	2 353 553	17 352	1 174 065	83 641 776

AMORTISSEMENTS	Début d'exercice	Ajustement compte à compte	Dotations	Sorties actif	Fin d'exercice
<u>Immobilisations incorporelles :</u>					
Autres immobilisations incorporelles	38 244		383	15 766	22 861
TOTAL (I)	38 244		383	15 766	22 861
<u>Immobilisations corporelles :</u>					
Terrains	0				0
Constructions	18 682 782		785 223		19 468 005
Mobilier et matériel didactique et de demi-pension	1 818 048		377 608		2 195 656
Mobilier et matériel de bureau et divers matériel	209 536		8 263		217 799
Immobilisations corporelles en cours					
TOTAL (II)	20 710 366	0	1 171 093	0	21 881 459
TOTAL GENERAL	20 748 610	0	1 171 476	15 766	21 904 321

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- Autres immobilisations corporelles : 3 ans
- Constructions :
 - ↳ Gros œuvre 50 ans
 - ↳ Installations intégrées 35 ans / 25 ans pour la demi-pension
 - ↳ Circuits 25 ans
 - ↳ Installations légères 15 ans
- Matériels : 5 ans / 10 ans pour la demi-pension
- Mobiliers : 10 ans / 15 ans pour la demi-pension
- Installations et agencements : 10 ans

II. FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	Fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	11 133 416				11 133 416
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Ecart de réévaluation	36 274 093				36 274 093
Réserves	22 340 942	718 921			23 059 863
Report à nouveau	0				0
Excédent ou déficit de l'exercice	718 921	-718 921	419 694		419 694
Situation nette	70 467 372	0	419 694	0	70 887 066
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	273 373			12 929	260 444
TOTAL	70 740 745	0	419 694	12 929	71 147 510

Le résultat de l'exercice 2022/2023 a été affecté au compte de réserve facultative.

III. FONDS DÉDIÉS

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE		A l'ouverture de l'exercice	Reports	UTILISATIONS		Transferts	A LA CLOTURE de L'EXERCICE	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	Subvention de la Région pour l'achats de manuels scolaires	0					0	
	Subvention de l'Europe pour le projet Erasmus	15 201					15 201	
Contributions financières d'autres organismes		854		225			629	
Ressources liées à la générosité du public	Dons destinés à l'ouverture sociale et la solidarité	645 695	281 867	593 100			334 462	
	Dons destinés au financement de travaux/aménagements	10 000					10 000	
	Dons destinés au financement de projets culturels et de développement durable	492					492	
	Dons sans destination	368 930		84 127			284 803	
TOTAL		1 041 172	281 867	677 452	0	0	645 587	0

Au 31 août 2024, le solde des contributions volontaires et dons placés en fonds dédiés s'élève à 502 713€. Le nombre de familles donatrices s'élève à 527 contre 538 en 2022/2023. Le montant moyen annuel versé s'élève à 491 € contre 596 € en 2022/2023. Les contributions s'échelonnent de 3 € à 9 000 € par an.

Le solde du compte de Mécénat lancé fin 2018/2019 et placé en fonds dédiés s'élève au 31/08/2024 à 127 043 €. Le nombre de donateurs s'élève à 4 contre 140 en 2022/2023. Le montant moyen annuel versé s'élève à 3 975 € contre 877 € en 2022/2023. Les dons s'échelonnent de 2 400 € à 5 000 € par an.

IV. PROVISIONS

Les dotations et reprises de l'exercice se résument ainsi :

	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
<u>Provisions pour risques et charges</u>				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges (*)	420 361	40 598		460 959
TOTAL (I)	420 361	40 598	0	460 959
<u>Provisions pour dépréciations</u>				
Sur comptes de tiers	10 700	12 536	8 964	14 272
Sur actif circulant				0
TOTAL (II)	10 700	12 536	8 964	14 272
<u>Provisions pour dépréciation des comptes financiers</u>				
Provision pour dépréciation VMP				0
TOTAL (III)				0
<u>Provisions pour dépréciations exceptionnelles</u>				
Provision pour dépréciation Constructions				0
TOTAL (IV)				0
TOTAL GENERAL	431 061	53 134	8 964	475 231
<i>(*) dont provisions pour pensions de retraite</i>	<i>420 361</i>	<i>40 598</i>		<i>460 959</i>

La méthode utilisée pour le calcul de la provision pour pensions est la méthode prospective des unités de crédit projetées, conformément aux normes applicables en France :

*Engagement de l'entreprise = (((salaire brut annuel * Taux de progression salariale) / 12) * Nb de mois acquis au moment du départ + Charges sociales) * (Ancienneté actuelle / Ancienneté future) * Taux de turnover * Taux de mortalité * Taux d'actualisation financière*

Les principales hypothèses utilisées dans ce calcul sont les suivantes :

<i>Taux d'actualisation pour le calcul actuariel de la provision IDR</i>	<i>3,44 %</i>
<i>Taux de charges patronales moyen pour les cadres :</i>	<i>54,00 %</i>
<i>Taux de charges patronales moyen pour les non cadres :</i>	<i>54,00 %</i>
<i>Taux d'évolution salariale minimum :</i>	<i>3,00 %</i>
<i>Taux d'évolution salariale maximum :</i>	<i>3,00 %</i>
<i>Taux d'évolution salariale moyen :</i>	<i>3,00 %</i>

Les droits acquis ont fait l'objet d'une modification suite à la signature de la Convention collective de branche des EPNL (IDCC 3218) applicable à partir du 1^{er} septembre 2022.

La méthode utilisée pour le calcul de la provision des créances douteuses suit le plan de dépréciation suivant :

<i>Au terme de la :</i>	
<i>1ère année d'impayés</i>	<i>33,33 %</i>
<i>2nde année d'impayés</i>	<i>66,67 %</i>
<i>3ème année d'impayés</i>	<i>100,00 %</i>

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

Les créances et dettes au 31 août 2024 se répartissent comme suit :

CREANCES	Montant brut	Échéances	
		A un an au plus	A plus d'un an
<u>Actif immobilisé</u>			
Prêts	0	0	
Autres immobilisations financières			
TOTAL (I)	0	0	
<u>Actif circulant</u>			
Fournisseurs	296 059	296 059	
Familles	82 111	53 248	28 863
Autres créances	254 624	254 624	
TOTAL (II)	632 794	603 931	28 863
<u>Charges constatées d'avance</u>	310 510	312 132	3 378
TOTAL (III)	310 510	312 132	3 378
TOTAL GENERAL	943 304	916 063	32 241

DETTES	Montant brut	Échéances (*)			Dettes Garanties
		A un an au plus	de 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans	
<u>Dettes financières</u>					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 302 968	246 289	1 056 679		1 302 968
Autres emprunts et dettes	177 100	34 600	127 500	15 000	
TOTAL (I)	1 480 068	280 889	1 184 179	15 000	1 302 968
<u>Autres dettes</u>					
Fournisseurs	497 922	497 922			
Familles	195 379	195 379			
Personnel	268 295	268 295			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	397 201	397 201			
État et collectivités publiques	406 967	406 967			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	80 808	80 808			
Autres dettes	306 573	306 573			
TOTAL (II)	2 153 145	2 153 145			
<u>Produits constatés d'avance</u>	442 992	442 992			
TOTAL (III)	442 992	442 992			
TOTAL GENERAL	4 076 205	2 877 026	1 184 179	15 000	1 302 968
Emprunts souscrits en cours d'exercice	901 433				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	901 281				

PRODUITS À RECEVOIR ET CHARGES À PAYER

Les produits à recevoir se décomposent de la façon suivante :

- Fournisseurs	-
- État et collectivités publiques	214 465 €
- Intérêts courus	1 626 065 €
- Divers	3 556 €

Les charges à payer affectent les postes suivants :

- dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 170 €
- dettes fiscales et sociales	574 556 €
- dettes financières	289 €
- autres dettes	400 €

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Les montants figurant au Bilan se rapportent à des éléments d'exploitation :

- Charges constatées d'avance	310 510 €
- Produits constatés d'avance	442 992 €

V. VENTILATION DES PRODUITS DES PRESTATIONS

- frais scolaires nets	5 370 586 €
- frais de demi-pension nets	1 561 592 €
- produits des débours récupérés et des activités annexes	2 230 011 €
- prestations refacturées	367 277 €
	<hr/>
	9 529 466 €

VI. VENTILATION DES SUBVENTIONS REÇUES

- État	619 041 €
- Région Ile de France	375 585 €
- Département	462 318 €
- Mairie de Paris	583 499 €
- Autre	-
	<hr/>
	2 040 443 €

VII. TRANSFERTS DE CHARGES

Le poste « Transferts de charges » ne concerne que des charges d'exploitation :

Postes du compte de résultat concernés	Montant
<i>Autres achats et charges externes</i>	
- divers	68 342
<i>Salaires traitements et charges</i>	67 660
Transferts de charges d'exploitation	136 002

E - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS**I. DETTES GARANTIES PAR DES SURETÉS RÉELLES**

Le solde de la dette au 31/08/2023 restant due sur l'emprunt de 2 500 000 € contracté auprès du Crédit Mutuel soit 351 628 € a été entièrement remboursé au 31/08/2024.

Le solde de la dette au 31/08/2023 restant due sur l'emprunt de 2 379 921 € contracté auprès du Crédit Mutuel soit 314 642 € a été entièrement remboursé au 31/08/2024.

L'emprunt contracté le 05/05/2022 (appelé à hauteur de 846 160 € nets des sommes déjà remboursées au 31/08/2024) auprès du Crédit Mutuel, d'un montant total de 1 200 000 € est garanti par des sûretés réelles à hauteur de la dette restant due au 31/08/2024 soit 353 840 € (nantissement du compte à terme Tempo souscrit auprès de la Banque Transatlantique).

L'emprunt contracté le 24/07/2024 (appelé à hauteur de 456 513 € nets des sommes déjà remboursées au 31/08/2024) auprès du Crédit Mutuel, d'un montant total de 1 100 000 € est garanti par des sûretés réelles à hauteur de la dette restant due au 31/08/2024 soit 643 481 € (nantissement du compte à terme Tonic Croissance OBNL souscrit auprès du Crédit Mutuel).

L'activité d'organisateur de voyages, agréée par l'APST, est garantie par cet organisme à hauteur de 30 000 € par le nantissement de compte-titres financiers du Crédit Mutuel.

II. EFFECTIF MOYEN PRIS EN CHARGE PAR L'ÉCOLE (équivalent temps plein)

Cadres	35,92
Employés	50,09
Ouvriers	2,00
	88,01

III. EFFECTIF MOYEN PRIS EN CHARGE PAR L'ÉTAT (pour mémo)

Petit collège			
Professeurs des écoles	Fonctionnaires	8	
	Contractuels	15	
Total		23	
Grand collège			
Professeurs agrégés	Fonctionnaires	32	
	Contractuels	6	
Professeurs certifiés	Fonctionnaires	11	
	Contractuels	29	
Adjoints d'enseignement	Contractuels	1	
Maîtres Auxiliaires	Contractuels	10	
Total		89	
TOTAL PETIT ET GRAND COLLÈGES		112	

IV. HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

En application du décret n°2008-1487, nous confirmons que la mission du commissaire aux comptes réalisée pour l'association École alsacienne concerne :

- le contrôle légal des comptes clos au 31 août 2024 provisionné à hauteur de 34 440 € ;
- le solde du contrôle légal des comptes clos au 31 août 2023 pour 2 640 €.

V. CHARGES EXCEPTIONNELLES

Il est à noter que la célébration des 150 ans de l'Ecole Alsacienne au cours du 1er semestre 2024 a occasionné des dépenses exceptionnelles liées d'une part aux festivités et événements organisés, et d'autre part à la refonte de l'identité visuelle de l'Ecole et de son logo.

Frais des 150 ans

- Charges sur opérations de gestion 216 333 €

Refonte du logo

- Charges sur exercices antérieurs 25 920 €

- Charges sur opérations de gestion 14 619 €

40 539 €

JEAN-NOËL SERVANS

**EXPERT COMPTABLE
MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES
DE PARIS-ILE-DE-FRANCE**

**COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS**

MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGREEE

92, avenue de Wagram
75017 PARIS

Tel. 01 80 27 99 19
Fax. 01 80 27 98 02

ECOLE ALSACIENNE

Association Loi de 1901

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024**

JEAN-NOËL SERVANS

EXPERT COMPTABLE
MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES
DE PARIS-ILE-DE-FRANCE

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGREEE

92, avenue de Wagram
75017 PARIS

Tel. 01 80 27 99 19
Fax. 01 80 27 98 02

ECOLE ALSACIENNE

Association Loi de 1901
109, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Convention soumise à l'approbation de l'organe délibérant

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Paris, le 30 janvier 2025

Le commissaire aux comptes

Signé par Jean-Noël Servans
Le 30/01/25

ID: lx_kEJKweWW1vOe



Jean-Noël SERVANS